

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA TURQUIE EN MUTATION TURKEY IS CHANGING

Edited by / Sous la direction de
Vivi Kefala

With Associate Editor / Avec la collaboration de
Stephanos Constantinides

Contributors / Contributions de

Mersilia Anastasiadou

S. Gülden Ayman

Ioannis N. Grigoriadis

Vivi Kefala

Afendoulis Th. Langides

Gencer Özcan

Çiğdem Üstün

Christodoulos K. Yiallourides

CHYPRE / CYPRUS

Stephanos Constantinides

La Turquie, Chypre et la Méditerranée orientale

Poètes Chypriotes / Cypriot Poets

Nathalie Katinakis

Lévendia, Philotimo, Kaïmos: Figures et Formes

Rebelles de la Musique Grecque

Volume 20, No 1, Spring / Printemps 2012

1

La Turquie, Chypre et la Méditerranée orientale

Stephanos Constantinides*

ABSTRACT

This paper analyzes the strategic importance of Cyprus and its efforts to safeguard its independence against Turkish expansionism. The discovery of energy resources in the eastern Mediterranean in the exclusive zone of Cyprus, led Turkey to step up its threats towards the Republic of Cyprus. Nicosia, however, acting in accordance with international law and the UN Convention on the Law of the Sea (Montego Bay Convention, 1982), has the support of the international community. In addition there has been a rapprochement in recent years between Israel and Cyprus, which strengthens the position of Nicosia.

RÉSUMÉ

Cet article analyse l'importance stratégique de Chypre et son effort de sauvegarder son indépendance face à l'expansionnisme de la Turquie. La découverte de ressources énergétiques en Méditerranée orientale dans la zone exclusive de Chypre a conduit la Turquie à multiplier ses menaces envers la République de Chypre. Nicosie a cependant le soutien de la communauté internationale en agissant selon le droit international et la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (Convention de Montego Bay, 1982). En plus il y a eu ces dernières années un rapprochement entre Israël et Chypre, ce qui renforce la position de Nicosie.

L'importance stratégique de l'île

La politique extérieure turque envers Chypre a toujours été caractérisée par son agressivité. La Turquie considère Chypre comme faisant partie de son domaine d'influence, et estime que cette île est d'une importance stratégique capitale pour ses intérêts. Il est notable que l'actuel ministre des Affaires étrangères de Turquie, Ahmet Davutoğlu, a écrit à ce propos: «même s'il n'y avait aucun Turc à Chypre, la Turquie serait toujours intéressée pour l'île à cause de son importance stratégique».¹ Autrement dit, la minorité turque de Chypre a été toujours utilisée comme un prétexte pour les interventions d'An-

* Centre de recherches helléniques Canada - KEEK.

kara dans l'île. Il ne s'agit pas d'une nouvelle politique inventée par Davutoğlu, mais au contraire d'une vision constante de la Turquie envers Chypre. Il y a eu évidemment le traité de Lausanne de 1923 par lequel la Turquie abandonnait tous ses droits sur l'île qui résultaient de l'emprise ottomane sur Chypre. Malgré le fait qu'on dit parfois que la Turquie a découvert à nouveau Chypre dans la première moitié des années '50, à cause de la lutte des Chypriotes pour l'Enosis, la réalité est qu'Ankara a toujours porté un intérêt particulier pour Chypre. Par exemple, Chypre figurait dans la liste de ses revendications pour entrer dans la Deuxième Guerre mondiale. On sait aussi que le Consulat turc à Nicosie suivait de près l'évolution politique à Chypre et conseillait les Chypriotes turcs sur la façon de se comporter. Ainsi le leader chypriote turc -modéré- Ihsan Ali, mentionne dans ses mémoires qu'il a été invité par le Consul turc à Nicosie, qui lui a conseillé d'éditer un journal chypriote turc. Ihsan Ali lui a proposé le docteur Fazil Kûçük-plus tard devenu vice-président de la République de Chypre-comme étant plus apte à prendre cette responsabilité. C'est ainsi qu'en 1941 a commencé la publication du quotidien Halkin Sesi avec des fonds d'Ankara.²

Il est vrai, cependant, que les Britanniques ont tout fait pour pousser Ankara à s'intéresser à Chypre et à avancer la revendication du partage de l'île contre la demande de la majorité grecque en faveur de l'Enosis. Les documents officiels du Foreign Office publiés depuis, montrent effectivement que la Turquie est devenue très agressive envers Chypre avec l'encouragement de Londres. Il y a eu même des moments où les Britanniques exerçaient des pressions sur la Turquie pour faire monter les enchères afin d'aider la politique coloniale de Londres.³ Le Premier ministre britannique Antony Eden avoue, lui-même, dans ses mémoires avoir encouragé la Turquie à s'opposer aux aspirations des Chypriotes.⁴ Un universitaire turc a du avouer que la politique britannique «was a blatant case of divide and rule».⁵

L'importance géostratégique de Chypre est l'élément clé de la compréhension de son histoire, en particulier de la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale. Tout au long de son histoire des puissances régionales mais aussi mondiales ont tenté, en occupant ce pays, de l'utiliser pour promouvoir leurs intérêts. L'île constitue un pont de communication entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe et un point de surveillance de cette vaste région. Proche des sources du pétrole et des oléoducs qui le transporte vers diverses directions, l'île est devenue aussi une base centrale de la défense des approvisionnements en énergie tant de l'Europe que de l'Asie.

Comme il a été dit,

La situation géostratégique de Chypre se caractérise par une position géographique particulière, à la fois centrale du fait de sa localisation charnière entre l'Anatolie, le Levant, le canal de Suez et la Crète, et excentrique parce que s'ouvrant sur les côtes les plus reculées du bassin oriental de la Méditerranée. Au regard des puissances étrangères désireuses d'étendre leur influence dans la région et du fait de ses nombreuses possibilités stratégiques, Chypre apparaît comme un pivot grâce auquel il est possible de couvrir le littoral levantin. L'île détient également une position centrale au cœur des flux périphériques de la circulation méditerranéenne, au même titre que le canal de Suez, les détroits des Dardanelles, du Bosphore, d'Anticythère, de Karpathos et de Gibraltar, parce qu'elle constitue l'extrémité la plus orientale de la Méditerranée, incluse dans la sphère d'influence occidentale.⁶

Déjà le Premier ministre Britannique Disraeli, au moment de l'occupation de l'île par les Britanniques en 1878, déclarait que celui qui voulait dominer l'Asie devait d'abord posséder Chypre.⁷ Et plus tard, après la perte de Suez, les Britanniques se sentaient, sans Chypre, vulnérables pour leur approvisionnement en pétrole. *Le Premier ministre britannique Antony Eden était catégorique sur ce point, considérant que non seulement le Royaume-Uni, mais l'Occident, en général, dépendait du pétrole du Proche Orient. En conséquence, Chypre était d'une valeur stratégique inestimable. Cet homme politique britannique a ainsi déclaré: «The welfare and indeed the lives of our people depend on Cyprus as a protective guard and a staging post to take care of those interests, above all oil».*⁸ Dans une autre déclaration Eden était encore plus clair:

*No Cyprus, no certain facilities to protect our supply of oil. No oil, unemployment and hunger in Britain. It is as simple as that today.*⁹

Sur ce plan de la valeur stratégique de l'île, il est important de signaler, cependant, qu'il existe une continuité historique, l'île ayant une situation stratégique immémoriale.

Les rapports Erim

Point tournant de la politique turque envers Chypre: les deux rapports du professeur Nihat Erim, qui plus tard a exercé aussi les fonctions de Premier ministre de la Turquie et conseillait en 1956 le gouvernement turc du Premier ministre Adnan Menderes en matière de politique chypriote. Nihat Erim proposait essentiellement le partage de l'île entre la Turquie et la Grèce en suivant sur ce point la ligne tracée par Londres. Son rapport contenait cinq recommandations:

1. Les Britanniques restent les maîtres de l'île.
2. Si ceux-ci l'abandonnent, Chypre doit retourner à la Turquie.
3. Si le retour à la Turquie n'est pas possible, la seule autre solution sera le partage de l'île selon une ligne qui favoriserait ses intérêts stratégiques.
4. Une forme de *self government* sous domination des Britanniques serait aussi possible.
5. La solution de l'Enosis ne serait en aucun cas acceptable¹⁰.

Cette politique turque de partage de l'île est restée constante jusqu'à l'invasion turque de l'île en 1974. L'indépendance de 1960 telle que la Grèce et l'Archevêque Makarios l'ont acceptée signifiait en pratique le retour de la Turquie dans l'île comme puissance garante et avec une présence militaire. Les accords Zurich-Londres, qui ont conduit à l'indépendance, se sont avérés catastrophiques pour Chypre, essentiellement à cause du retour de la Turquie dans l'île. Les objectifs fixés par les rapports Erim ont été en partie réalisés.

A partir de 1974 Ankara s'oppose au partage de l'île en préférant la mise en place de deux États à Chypre, un État turc au nord et un État grec au sud, coiffés par un lien confédéral, pratiquement sous «protection» turque. Cette politique vise donc à faire de Chypre un protectorat turc et à évincer la Grèce de la Méditerranée orientale. La Turquie a toujours prétendu qu'une présence grecque à Chypre aurait exposé directement la frontière sud de son territoire à une menace permanente. Une telle présence en effet, aurait permis l'encercllement du territoire turc par le sud.

Ahmet Davutoğlu et la vision islamiste

Ahmet Davutoğlu, l'actuel ministre des Affaires Étrangères de la Turquie, a élaboré, comme universitaire, la vision géopolitique du gouvernement islamiste actuel. Celui-ci est considéré comme l'architecte de la politique extérieure de la Turquie islamiste. Contrairement aux Kemalistes, qui ont voulu, au moins dans un premier temps, couper avec le passé ottoman, Davutoğlu repose son analyse sur le respect qu'il nourrit envers le passé impérial ottoman de son pays. Il tente de démontrer que ce passé, combiné avec la position géostratégique unique de la Turquie, loin d'être un fardeau pour le pays, est un grand avantage pour accroître son importance régionale et mondiale. Au-delà de la rhétorique, Davutoğlu a renforcé la tendance, existante déjà depuis plusieurs années en Turquie, en faveur d'une politique néo-ottomane. En fait cette tendance est devenue avec l'arrivée au pouvoir des Islamistes et la défaite

des Kemalistes, la politique officielle de la Turquie. De fait, la doctrine de «profondeur stratégique», élaborée par Davutoğlu, vise à faire de la Turquie une puissance régionale disposant de sa propre sphère d'influence à la croisée de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Eurasie.

Le contrôle de l'armée par les Islamistes a enlevé le dernier obstacle à l'encontre de cette doctrine. D'abord la politique proclamée de «zéro problèmes» a été pratiquée surtout dans les Balkans, mais a vite dérapé, en partie, à cause de l'Arménie et de la Syrie, sans parler des difficultés récentes avec l'Iran et l'Irak. Par ailleurs, la guerre russo-géorgienne d'août 2008 et le retour en force de la Russie dans le Caucase ont réduit les ambitions turques au-delà de ses frontières nord, la «république sœur» d'Azerbaïdjan redoublant elle-même de prudence. Chypre n'a pas été incluse dans cette politique dès le début. Au contraire Ankara applique contre Chypre une politique neo-ottomane très agressive. D'ailleurs dans son livre *Profondeur Stratégique*, Ahmet Davoutoglu, après une analyse de l'importance stratégique de Chypre conclut: Un pays qui ignore Chypre ne peut être actif ni sur le plan régional, ni sur le plan global.¹¹

L'équilibre régional

Dans un premier temps l'invasion de Chypre par la Turquie en 1974 a renversé l'équilibre dans l'île et dans la Méditerranée orientale en faveur d'Ankara. Cependant, l'adhésion de Chypre à l'Union Européenne en 2004, sans renverser l'équilibre dans la région en faveur de la Turquie, a porté un coup sévère à ce pays en renforçant la position de l'île d'Aphrodite et évidemment celle de la Grèce. Le plan Annan proposé en 2004 visait justement d'empêcher la République de Chypre de devenir membre de l'UE. A sa place devait y entrer un État chypriote confédéral sous l'influence turque. Ainsi le plan Annan devait conduire avec la dissolution de la République de Chypre plus qu'à une finlandisation de l'île. Il est intéressant de signaler qu'une telle dissolution a été, depuis 1964, un objectif constant non seulement de la politique turque mais aussi de la politique britannique soutenue à cet égard par Washington. C'est dans ce sens qu'il faut considérer l'intégration de la République de Chypre à l'Union européenne comme une victoire diplomatique considérable pour Nicosie et Athènes. Désormais les ambitions européennes de la Turquie passent par Nicosie.

La découverte des ressources énergétiques

Un nouveau point tournant pour l'équilibre politico-diplomatique dans la région de la Méditerranée orientale a été la découverte des réserves de gaz

naturel dans la Zone Economique Exclusive de Chypre. Au cours de l'année 2009 d'importants gisements de gaz ont été découverts au large du port israélien de Haïfa. Chypre qui avait signé avec Israël le 17 décembre 2010 un accord délimitant sa frontière maritime a choisi pour ses propres forages la compagnie *Noble Energy*, celle-la même qui s'est associée aux prospections israéliennes et opère aussi aujourd'hui en Grèce. Malgré l'opposition féroce d'Ankara, la République de Chypre a réussi à délimiter aussi sa Zone Economique Exclusive avec l'Égypte, par un traité conclu avec ce pays, le 17 février 2003. Un accord a été aussi conclu en 2007 à cette fin avec le Liban qui ne l'a cependant pas ratifié à cause des pressions d'Ankara.

Fin décembre 2011, on affirme, côté chypriote, qu'un réservoir important de gaz naturel contenant entre 140 et 224 milliards de m³ vient d'être mis à jour. Cette découverte de gaz naturel change les données stratégiques dans la région. A cela s'ajoute la rupture entre Ankara et Tel Aviv. Il est évident que cette rupture, qui a facilité un rapprochement entre Chypre et Israël, renforce la position de Nicosie dans la région. Bientôt pays exportateur de gaz naturel, Chypre offre à Israël une porte d'entrée « gazière » vers l'Europe et à l'UE la possibilité de diversifier ses approvisionnements, tout en résistant aux intimidations turques.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a effectué, la première visite officielle d'un chef de gouvernement hébreu dans l'histoire des relations diplomatiques des deux pays, à Nicosie, le 16 février 2012, et s'est entretenu avec le président chypriote Dimitri Christofias de la coopération, notamment énergétique, entre les deux pays. Le président chypriote avait effectué lui-même une visite officielle en Israël le 16 mars 2011, alors que le président israélien Shimon Peres s'est rendu à Chypre en novembre 2011. Plusieurs autres visites de ministres des deux pays ont été effectuées entre-temps à Nicosie et Tel Aviv. Ce rapprochement avec Israël renforce évidemment la position de Nicosie dans la région.¹²

Les réactions féroces d'Ankara n'ont pas en effet empêché la mise en place par la République de Chypre des structures pour l'exploitation de ses richesses naturelles. Sur ce plan, forte de ses droits légitimes, et soutenue par le droit international de la mer, Chypre a obtenu le soutien de la communauté internationale face aux menaces d'Ankara. Elle a ainsi répété, maintes fois, sa détermination à faire valoir son droit souverain à exploiter ses ressources énergétiques, dans le cadre des lois internationales.¹³

En outre, la République de Chypre assumera, le 1er juillet 2012, la présidence tournante de l'Union Européenne. «De quoi concentrer entre ses mains

plusieurs enjeux liés non seulement à l'Europe, mais aussi aux gigantesques réserves de gaz récemment découvertes en Méditerranée orientale, et à la faveur desquelles de nouvelles alliances se nouent dans la région». ¹⁴ Ainsi la République de Chypre pourrait diriger une partie des opérations de la force militaire internationale sous commandement européen qui opère dans les Balkans et qui comprend des soldats turcs... Afin d'éviter ce scénario la Turquie aurait pensé au retrait des militaires turcs, ce qui a été démenti par la suite. ¹⁵ La Turquie, entre-temps, a menacé de geler ses relations avec Bruxelles durant la période de la présidence chypriote. Des pressions ont été exercées, en particulier par les Anglo-saxons, pour que la question chypriote soit définitivement résolue, avant le 1er juillet 2012, ce qui permettrait à Ankara un contrôle sur le nouvel État qui en résulterait, via la communauté chypriote turque soumise à sa tutelle.

En guise de représailles, la Turquie a signé en septembre 2011 un accord avec la «République», autoproclamée, de «Chypre du Nord», pour entamer des forages offshore de gaz et de pétrole et a envoyé un bateau de prospection dans la région en vertu du même accord. En outre la Turquie a multiplié les manœuvres militaires dans cette zone pour imposer sa présence. Face aux menaces turques, Nicosie aurait sollicité l'aide de la marine israélienne pour défendre ses champs gaziers. D'autres informations ont fait état de facilités accordées aux avions israéliens basés à Chypre, ce qui a été démenti par les autorités chypriotes.

En mai 2012 la Turquie a franchi un pas décisif dans la bataille diplomatique qu'elle livre à Chypre pour le contrôle des ressources énergétiques de l'île. En inaugurant un puits de forage terrestre près de la ville de Trikomo, sur la côte nord, dans la partie occupée de Chypre, Ankara espère découvrir des gisements d'hydrocarbures, à environ 3000m de profondeur. ¹⁶

Entre-temps, Chypre a annoncé, le 11 mai 2012, que 15 sociétés et consortiums avaient déposé des offres lors d'enchères portant sur 12 blocs d'exploration pétrolière et gazière au large de l'île méditerranéenne, en dépit de l'opposition de la Turquie à ces prospections. Il s'agit de la seconde phase d'enchères après celle de 2008.

Les offres ont été déposées par dix consortiums et cinq groupes, dont le français Total, le malaisien Petronas et l'américain ATP.

Le ministre chypriote du commerce, Neoclis Sylikiotis, a affirmé que la seconde phase d'enchères avait "dépassé les attentes".

Face à ce succès, la Turquie a proféré des menaces contre les compagnies,

qui ont déposé des offres lors d'enchères portant sur les 12 blocs. Ainsi le ministère turc des Affaires étrangères a appelé le 18 mai 2012, les consortiums candidats à un appel d'offre chypriote sur l'exploration pétrolière et gazière au large de l'île à se retirer, les avertissant qu'ils seraient exclus de tout projet de coopération avec la Turquie.

“Nous invitons les pays et les compagnies pétrolières concernées à se comporter avec bon sens en renonçant à toute activité dans cette zone maritime à l'origine de différends liés à la question chypriote et en se retirant de l'appel d'offre en question”, a déclaré le ministère dans un communiqué.¹⁷ Il poursuit en prévenant que lesdites compagnies seront tenues pour “responsables” “des tensions qui pourraient surgir dans la région si elles entament une coopération avec le gouvernement chypriote-grec “au mépris des droits des Chypriotes turcs”.

“Il sera hors de question d'inclure les compagnies qui auront coopéré avec l'administration chypriote-grecque dans les projets énergétiques futurs en Turquie”, ajoute le communiqué.

La République de Chypre, reconnue par la communauté internationale et dont l'autorité, légalement, s'étend sur l'ensemble du territoire de l'île, a condamné l'attitude provocatrice de la Turquie, qui cherche par une politique de la canonnière pour promouvoir ses desseins expansionnistes à Chypre.

“Les menaces turques ne vont pas entamer la détermination de la République à poursuivre l'application de son programme de recherches, d'exploration et d'exploitation”, a déclaré le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.¹⁸

Il n'y a pas de doute que la Turquie continuera à faire monter le ton dans les mois à venir surtout dans le contexte de l'exercice de la présidence européenne par Nicosie. Mais ni l'Union européenne ni les Etats-Unis n'ont intérêt de voir un autre conflit éclater dans la région.

Conclusion

La Méditerranée orientale reste un des points stratégiques les plus importants au monde. Cela s'explique par sa position sur la route qui relie trois continents, l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Berceau de civilisations, cette région, qui a toujours eu une grande place stratégique dès le début de l'histoire, est devenue aujourd'hui encore plus importante à cause des ressources énergétiques si-

gnificatives des pays avoisinants. En outre, on y trouve les oleoducs et les terminaux où transite l'énergie du Caucase, de la Mer Noire, et du Proche Orient.

Chypre est située au centre de ce trafic important et de surcroît abrite les importantes bases britanniques utilisées par l'OTAN et les Etats-Unis. Chypre est aussi en mesure d'offrir des facilités militaires à d'autres pays, y compris la France, Israël et même la Russie. Ce pays est évidemment aussi un centre de communications et de services financiers. D'où son importance stratégique inestimable.

C'est dans ce contexte qu'il faut considérer le conflit entre la République de Chypre et la Turquie. En réalité Ankara s'intéresse peu à la minorité turque de Chypre comme le montre sa politique de ces dernières années et les manifestations des Chypriotes turcs contre sa présence dans l'île¹⁹. La minorité turque de Chypre est utilisée comme un outil stratégique par Ankara pour servir ses propres intérêts nationaux. On a d'ailleurs cité déjà l'analyse d'Ahmet Davutoğlu, actuel ministre des Affaires Etrangères de la Turquie, qui considère que même s'il n'y avait aucun Turc dans l'île, Ankara aurait toujours le même intérêt pour Chypre.

La stratégie turque concernant Chypre n'a pas varié depuis plus d'un demi-siècle. Il s'agit d'une stratégie qui vise le contrôle de l'île et l'exclusion autant que possible de la Grèce de la Méditerranée orientale. Cette stratégie a été simplement adaptée sur le plan tactique selon les circonstances pour donner l'impression d'une politique turque flexible envers Chypre. Contrairement à la stratégie turque, ni Athènes ni Nicosie n'ont eu de véritable politique chypriote. Il y a eu sûrement quelques faits intéressants du côté grec, comme l'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne, dont la paternité est d'ailleurs réclamée par ceux-là mêmes qui étaient d'accord pour la disparition de la République dans sa présente forme. Dans le contexte actuel avec la découverte du gaz naturel et la possibilité de l'existence de ressources pétrolières dans sa Zone Economique Exclusive, Chypre dispose de cartes importantes pour faire face aux continues menaces turques. Sa présence aussi au sein de l'Union européenne, qu'elle va présider au cours du second semestre 2012, est une autre carte significative que Nicosie peut jouer en faveur de la paix dans cette région. Puisqu'en définitive la paix est dans l'intérêt de tous les peuples de la région, y compris le peuple turc.

NOTES

1. Ahmet Davutoğlu, *La profondeur stratégique. La place internationale de la Turquie*, Athènes, Éditions Poiotita, 2010, p.279 (En grec). Davutoğlu présente, dans son livre, de façon magistrale l'importance stratégique de Chypre. Ibid, voir en particulier, p. 274-281.
2. Ihsan Ali, *Mes mémoires*, Nicosie, 1980, p.4 (En grec)
(En anglais, Dr Ihsan Ali, *My Memoirs*, published by Ihsan Ali Foundation, Nicosia, 2000).
3. Robert Holland, *Britain and Revolt of Cyprus, 1954-1959*, Oxford, 1998, et aussi son article «Greek-Turkish Relations, Instabul and British Rule in Cyprus, 1954-59: Some Excerpts from the British Public Archives», *Bulletin du Centre d'Études sur l'Asie Mineure*, no 10, p.328-365.
4. Antony Eden, Full Circle, London, Cassel, 1960, p.400.
O'Malley, Brendan and Craig, Ian, *The Cyprus Conspiracy: America, Espionage and the Turkish Invasion*, London, I.B.Tauris, 1999.
5. Tozun Bachel, *Greek Turkish Relations since 1955*, Westview Press, Boulder, San Francisco & London, 1990, p.37.
6. Fotini Katy Mirante-Psaltakis, «Chypre: Un enjeu prépondérant de l'équilibre géopolitique et géostratégique Est-Méditerranéen», *Études helléniques/Hellenic Studies*, vol.19, no.2, Automne 2011.
7. D.LEE, *Great Britain and the Cyprus Convention Policy of 1878, Londres-Cambridge, 1934, p.113*.
8. H.C.Deb., vol. 550, col, 447, cité par Nancy Crawshaw, in *The Cyprus Revolt*, London, George Allen & Unwin, 1978, p.171.
9. *The Times*, 2 Juin 1956, cité par Nancy Crawshaw, in *The Cyprus Revolt, op.cit.*, p.195.
10. Nihat Erim, *Bildigim ve gurdugum olculerde icinde Kibris (Cyprus according to what I know and what I saw)*, Istanbul, 1976, cité par Christos Iacovou, *The Cyprus question in the Context of Geopolitics and Grand Strategy*, *Études helléniques / Hellenic Studies* vol. 19, no 2, Automne 2011, p. 87.
11. Ahmet Davutoğlu, *La profondeur stratégique. La place internationale de la Turquie, op.cit.*, p. 275.
12. Sur l'évolution de relations entre Chypre et Israël, voir entre autres, Charalambos Petinos, *Chypre-Turquie, perspective géopolitique*, Paris, L'Harmattan, 2011, Emile Landrieux, «Netanyahu effectue une visite historique à Chypre», <http://www.francaisenouvelles.com>
«Les relations israélo-turques continuent de se dégrader», *L'Express*, 06/09/2011,

- «Benjamin Netanyahu à Chypre pour la première fois» *www.lepoint.fr*, 16/2/2012.
13. Voir les journaux Chypriotes *Phileleftheros* et *Cyprus Mail* de septembre 2011 a decembre 2011.
 14. «Chypre-Turquie: gare à l'explosion de 224 milliards de m3 de gaz naturel qui chauffent déjà les esprits» *www.causeur.fr*, 06 février 2012.
 15. *Ibid*, 06 février 2012.
 16. *Le Monde*, Géo & Politique 13-14 mai 2012.
 17. *The Zaman*, *Hurriyet Daily News*, 18 mai 2012.
 18. *O Phileleftheros*, quotidien chypriote, 19 et 20 mai 2012.
 19. Les 28 février et 2 mars 2011 a eu lieu en zone occupée une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de Chypriotes turcs contre un plan d'austérité imposé par Ankara et la présence de l'armée turque.